

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 21 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris au sujet de la lettre que M. Yusuf Hassan Ibrahim, « Ministre des affaires étrangères » du « Gouvernement national de transition » de la Somalie, vous a adressée le 16 mai 2002 (S/2002/550).

Je tiens à dire d'emblée que l'Éthiopie rejette catégoriquement les inventions et les mensonges qui font état d'une « invasion » éthiopienne dans certaines parties du sud-ouest de la Somalie. Ces allégations irresponsables s'inscrivent dans le cadre des diatribes habituelles d'un petit groupe qui ne parvient même pas à maintenir son contrôle sur toute la capitale du pays, mais qui a pris l'habitude de faire de l'Éthiopie un bouc émissaire chaque fois qu'il se sent acculé. L'Éthiopie ne s'abaissera pas à répondre à chacun de ces mensonges. Qu'il nous suffise d'indiquer que les combats qui se sont produits dans la région de Gedo mettaient aux prises un groupe lourdement armé par le « Gouvernement national de transition » et des partisans locaux du Conseil pour la reconstruction et la restauration en Somalie. Aucun Éthiopien n'était impliqué dans l'incident.

Je voudrais appeler votre attention sur le fait que l'Éthiopie n'a aucune querelle avec la grande majorité du peuple somalien. L'Éthiopie est le seul pays qui a toujours autorisé les nationaux somaliens à entrer sans entraves sur son territoire. Des centaines de milliers d'entre eux vivent toujours en Éthiopie. Ils sont les bienvenus, comme ils le sont depuis 11 ans. Nous voulons qu'ils aient un pays pacifique et stable. Cela est dans notre intérêt et aussi dans celui de tous les pays de la corne de l'Afrique. Le petit groupe qui gravite autour du « Gouvernement national de transition » tient à raviver une inimitié ancienne entre l'Éthiopie et la Somalie. Pas plus tard que le mois dernier, leurs dirigeants conspuaient l'Éthiopie, pays « infidèle » contre lequel il faudrait mener un « jihad ». Quelques mois auparavant, divers éléments du « Gouvernement national de transition » s'étaient employés à déstabiliser des zones de la Somalie où le calme règne. De plus, ils amassaient des armes que certains pays bien connus leur avaient envoyées par air et par mer. Leur intention était de s'emparer par la force de toutes les zones qui échappaient encore à leur contrôle. Malgré leurs efforts, le nord-ouest de la Somalie, ou Somaliland, demeure pacifique et stable. Le Puntland demeure paisible lui aussi. Les autres parties de la Somalie, à l'exception de celles qui sont aux mains du « Gouvernement national de transition », connaissent aussi un calme relatif. *Toutes ces zones, qui constituent plus de 98 % de la Somalie, n'ont pas plus de querelle avec l'Éthiopie que celle-ci n'en a avec elles.*



Les difficultés du « Gouvernement national de transition » avec l'Éthiopie tiennent à deux raisons principales. *Premièrement*, nous n'avons cessé d'insister pour que le processus de réconciliation nationale en Somalie se poursuive, en vue de constituer un gouvernement largement représentatif. Cela correspond d'ailleurs à la position adoptée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à sa réunion du 14 février 2002 qui s'est tenue à Nairobi. Cela signifie que ceux qui n'ont pas pris part à la Conférence d'Arta (Djibouti) doivent être associés au processus, ce que, de toute évidence, le « Gouvernement national de transition » a du mal à accepter. C'est ce qui explique ces dernières tentatives de chantage dirigées contre l'Éthiopie et c'est dans ce sens qu'il faut interpréter les dernières accusations lancées par le « Gouvernement national de transition » contre l'Éthiopie aux Nations Unies. L'Éthiopie se refuse tout simplement à flatter le « Gouvernement national de transition » en prétendant qu'un gouvernement représentatif et légitime a déjà été constitué en Somalie. L'Éthiopie ne subira pas l'indignité de se plier à ce chantage. *Deuxièmement*, nous avons appelé l'attention sur des éléments du « Gouvernement national de transition » ou alliés de celui-ci, qui sont membres de groupes extrémistes dont l'influence et la présence n'augurent pas bien de la stabilité régionale ni de la lutte contre le terrorisme.

Pour conclure, l'éclat du « Ministre des affaires étrangères » du « Gouvernement national de transition » n'est qu'une tentative désespérée d'utiliser la fiction d'une « invasion » éthiopienne pour détourner l'attention de son propre refus de regarder en face la réalité de la poursuite du processus de paix somalien à Nairobi (Kenya). L'Éthiopie, qui ne se laissera pas intimider par les divagations du « Gouvernement national de transition », continue de soutenir concrètement l'initiative prise par l'Autorité intergouvernementale pour le développement sous la direction du Gouvernement kényen. L'Éthiopie espère que le « Gouvernement national de transition » et ses partisans renonceront à l'illusion selon laquelle la paix peut être rétablie en Somalie en dehors du cadre de règlement négocié auquel toutes les parties au conflit doivent participer.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Dr. Abdulmejid **Hussein**